

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION GRATUITE
DE BIENS IMMOBILIERS COMMUNAUX**

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La Ville de Montélimar, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTE LIMAR cedex, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil Municipal n°..... du et ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET :

L'association MONTÉ LIMAR JEUNESSE & CULTURE, association loi de 1901, déclarée en Préfecture de la Drôme le 23 février 1965 sous le n° 3583/D2905, ayant son siège social, 7 rue Léo Lagrange 26200 Monté limar, représentée par son Président en exercice, Monsieur Daniel POIRIER, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration du 26 septembre 2020, et ci-après dénommée « l'Association »,

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1° : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Ville met gracieusement à la disposition de l'Association, suivant les stipulations ci-après, la parcelle sise 7, rue Léo Lagrange à Monté limar et cadastrée section BE 94 d'une superficie de 3 038 m² ainsi qu'une partie de la parcelle sise à la même adresse et cadastrée section BE 153 d'une superficie de 2 320 m², soit une superficie totale de 5 358 m², ainsi que le bâtiment d'une surface plancher de 1 115 m² qui y est implanté, ci-après dénommés « les biens ».

Un plan de situation des biens figure en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 2° : AUTRES CONTRIBUTIONS DE LA VILLE

La Ville assurera ces locaux en qualité de propriétaire et prendra également à sa charge les frais d'eau, d'électricité, de chauffage et d'entretien à l'exception toutefois des frais de téléphone et de nettoyage des locaux.

La Ville assume également la charge de la maintenance et du contrôle obligatoire des installations techniques (ascenseur, alarmes, extincteurs...) et l'entretien des extérieurs et abords.

ARTICLE 3° : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Article 3.1 : Incessibilité des droits

Il est rappelé que la présente mise à disposition relève d'un droit d'occupation temporaire, précaire et révocable. La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 3.2 : Usage des biens mis à disposition

L'association s'engage à user des biens mis à sa disposition par la Ville de façon raisonnable et à avertir immédiatement cette dernière de tout défaut ou dégradation constaté.

Pour mémoire : La valeur locative des biens mis à disposition est d'environ 7 300 € par mois (frais d'eau, d'électricité et de chauffage compris), soit 87 600 € annuellement.

L'Association reconnaît avoir une parfaite connaissance des biens. Elle les prend donc en l'état actuel et s'engage à respecter notamment les consignes concernant le descriptif des locaux suivant :

- Les locaux de rangement du 1^{er} étage ne peuvent contenir qu'une charge maximum de 150 kg au m².
- Les combles (200 m²) sont inaccessibles au public, tout stockage y est interdit conformément aux prescriptions de la Commission de sécurité du 13 février 2008, à l'exception toutefois de la pièce aménagée de 15 m² en haut des escaliers.
- Tout stockage de produits dangereux ou inflammables est strictement interdit.

Un état des lieux des biens mis à disposition, assorti si nécessaire d'un inventaire mobilier, sera établi dans les 3 mois suivants la signature de la présente convention et y sera annexé.

Article 3.3 : Charges et conditions

L'Association s'engage à payer les charges de téléphone et devra pourvoir à l'entretien et au nettoyage régulier des locaux.

L'Association devra supporter, le cas échéant, la gêne passagère entraînée par les grosses réparations que la Ville de Montélimar pourrait être amenée à effectuer sur les lieux. Elle devra en faciliter l'accès et ne pourra réclamer aucune indemnité quelle que soit la durée des travaux.

Au terme de la convention et avant son départ, l'Association doit s'assurer de laisser les lieux et leurs dépendances en l'état de la situation indiquée à l'article 3.2 ci-dessus. En cas de manquement, les éventuels travaux de remise en état pourront y être pourvus d'office aux frais et risques de l'Association.

Article 3.4 : Responsabilités

Toute détérioration des biens mis à disposition provenant d'une négligence ou d'un défaut d'entretien si celui-ci doit être assumé par l'Association, devra faire l'objet d'une remise en état ou s'il y a lieu, d'un remplacement aux frais de cette dernière.

L'Association ne pourra entreprendre de travaux, ni effectuer d'aménagement dans et/ou sur les biens quelle que soit l'ampleur de ceux-ci, sans le consentement écrit du représentant légal de la Ville et plus particulièrement en ce qui concerne une éventuelle modification ou extension de l'installation électrique y compris l'ajout de prises.

L'Association devra se conformer à la législation relative à l'interdiction de l'affichage sauvage tant en termes d'esthétique environnementale (article L 581-29 du Code de l'environnement) qu'en termes de sécurité routière et principalement sur les voies ouvertes à la circulation publique (articles R418-1 à R418-9 du code de la route).

Article 3.5 : Assurances

L'Association atteste à la signature de la présente convention avoir souscrit les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs, l'incendie, les recours des voisins, les dégâts des eaux, les dégâts dus au gel, les explosions de gaz, les bris de glace, et généralement, tout risque quelconque susceptible de causer des dommages aux biens immobiliers ou mobiliers et aux matériels.

L'Association s'engage à adresser à la Ville, dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant la date de la signature des présentes et avant toute prise de possession des biens, une attestation portant mention de l'étendue des garanties souscrites tant vis-à-vis des tiers que de la Ville.

La Ville se réserve la possibilité de demander à l'Association de souscrire une assurance complémentaire, si les garanties présentées sont jugées insuffisantes.

L'Association s'engage enfin à payer les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Ville ne puisse en aucun cas être inquiétée.

ARTICLE 4° : DURÉE ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa signature.

Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes d'un (1) an sans toutefois que sa durée totale puisse excéder six (6) ans et sauf dénonciation par la Ville ou l'Association par lettre recommandée avec avis de réception postal adressée au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période annuelle en cours.

A l'expiration de la présente convention, soit par l'arrivée normale de son terme, soit en cas de résiliation anticipée, les aménagements effectués par l'Association dans le respect des dispositions de l'article 3.4 ci-dessus seront, de plein droit et sans indemnités, propriété de la Ville.

ARTICLE 5° : RÉSILIATION

Outre la possibilité de dénonciation, tel que précisé dans l'article 4° ci-dessus, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Ville en cas de non-respect de la présente convention et en cas de dissolution de l'Association.

ARTICLE 6° : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7° : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile, pour l'association en son siège, et pour la Ville à l'Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTELMAR.

En cas de changement de domiciliation de l'Association, et faute pour elle de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, toute notification ayant trait à l'exécution de la présente convention sera valablement effectuée à l'adresse de la Ville visée à l'alinéa précédent.

ARTICLE 8° : LITIGES

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre la Ville et l'Association au sujet de l'application ou de l'interprétation des présentes feront, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera du ressort du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A MONTÉLIMAR, le _____

Le Président de l'Association,

Monsieur Daniel POIRIER

Le Maire,